

**Allocution prononcée par Son Excellence Monsieur Gervais Rufyikiri, Deuxième Vice -
Président de la République lors de l'ouverture de la retraite sur l'évaluation de la
Politique et des Institutions Nationales « Country Policy and Institutional
Assessments » (CPIA)**

Ngozi, le 17 décembre 2013

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Monsieur le Représentant Résident de la BAD

Monsieur le Gouverneur de la Province Ngozi,

Mesdames, Messieurs les hauts cadres de l'Etat,

Mesdames, Messieurs les membres des Groupes Techniques de Travail,

Mesdames, Messieurs les experts,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs

1. Je vous souhaite la chaleureuse bienvenue ici à Ngozi et vous remercie pour votre présence à cette retraite sur l'évaluation de la politique et des institutions nationales organisée par le Gouvernement du Burundi en collaboration avec le Groupe de la Banque Africaine de développement et le Groupe de la Banque Mondiale à l'intention des Groupes Techniques de Travail dernièrement mis en place.
2. Cette retraite s'inscrit dans la droite ligne des recommandations issues de la retraite gouvernementale sur l'évaluation de la politique et des institutions nationales qui a été organisée à Gitega, du 30 septembre au 1^{er} octobre 2013 grâce à l'appui technique et financier de la Banque Mondiale.
3. Des recommandations pertinentes ont été formulées à l'endroit du gouvernement dont notamment :
 - la mise en place d'un comité technique chargé du pilotage du programme d'actions CPIA ;
 - la préparation d'un programme détaillé, avec un calendrier précis de mise en œuvre, visant à améliorer la notation CPIA ;
 - l'accélération de l'élaboration et la mise en œuvre des textes d'application du cadre légal existant;
 - l'initiation d'une approche d'auto-évaluation.
4. La retraite a également recommandé aux partenaires techniques et financiers particulièrement la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations issues de cette retraite par des appuis techniques, matériels et financiers.

5. Qu'il me plaise ainsi de profiter de cette circonstance pour réitérer les remerciements du Gouvernement du Burundi à l'endroit de la Banque Africaine de Développement qui très promptement a accepté d'appuyer le Gouvernement notamment à travers la disponibilisation de son expertise en matière d'évaluation des Indicateurs du CPIA et des moyens logistiques et financiers nécessaires pour l'organisation de cette présente retraite qui, au regard des thèmes inscrits à son agenda contribuera sans nul doute à l'amélioration de la gestion de la Politique et des Institutions Nationales de notre pays. Les mêmes remerciements sont adressés à la Banque Mondiale pour avoir accepté de disponibiliser des experts dans le domaine qui aideront les participants à connaître les tenants et les aboutissants de l'évaluation de la gestion de la Politique et des Institutions Nationales.

Mesdames, Messieurs les participants,

6. L'évaluation de la Politique et des Institutions Nationales, CPIA en sigle est un instrument instauré par la Banque Mondiale depuis 1980 dans le dessein de déterminer les allocations de l'Association Internationale de Développement, IDA. C'est à partir de 2006 qu'ont été publiés les scores attribués au pays après analyse de son cadre politique et institutionnel.
7. L'évaluation porte essentiellement sur la gestion économique, les politiques d'inclusion sociale et d'équité, la gestion du secteur public et institutions ainsi que les politiques structurelles.
8. Dans le rapport Country Policy and Institutional Assessment publié par la Banque Mondiale au mois de juin 2013, le Burundi a gagné 0,1 point, passant de 3,1 en 2012 à 3,2 en 2013 sur un total possible de 6. Il sied de noter qu'avec ce classement, le Burundi est à un dixième de point pour sortir de la catégorie des pays dits fragiles, ce qui pourra le rendre, une fois le score amélioré, éligible pour des prêts de montants suffisants nécessaires pour mettre en œuvre de grands projets et programmes de développement social et économique.
9. En vue d'atteindre dans le court et moyen –terme l'objectif d'amélioration des scores de notre pays en matière de politique et des institutions nationales et tenant compte des secteurs et des indicateurs d'évaluation, six groupes techniques de travail ci-après dont la plupart d'entre vous sont membres ont été mis en place par le Gouvernement. Il s'agit de :
 - Groupe technique de travail sur l'indicateur « gestion et Institution du secteur Public » sur l'indice « Transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public »
 - Groupe technique de travail sur l'indicateur « politiques structurelles »
 - Groupe technique de travail sur l'indicateur « politiques de lutte contre l'exclusion et de promotion de l'équité »
 - Groupe technique de travail sur l'indicateur « gestion économique »
 - Groupe technique de travail sur l'indicateur « politiques et institutions axées sur la viabilité écologique »

- Groupe technique de travail sur l'indicateur « gestion et institutions du secteur public »
10. La présente retraite vise comme objectif principal le renforcement des capacités des membres de ces groupes techniques de travail pour qu'ils soient en mesure d'initier aisément des réformes à mettre en œuvre pour l'amélioration de tous les indicateurs d'évaluation de la Politique et des Institutions Nationales.
11. De façon spécifique, cette retraite permettra aux participants :
- d'être formés et informés sur la méthode et le processus d'évaluation du CPIA ;
 - de faire un état des lieux des 16 indicateurs évalués par le CPIA pour le cas du Burundi ;
 - de maîtriser les meilleures pratiques internationales en ce qui a trait à la gestion de la Politique et des Institutions Nationales ;
 - de s'approprier tous les indicateurs et partant proposer des actions prioritaires en mettre en œuvre pour l'amélioration du score par notre pays
 - de proposer la méthodologie d'auto-évaluation des progrès accomplis en matière de CPIA.

Mesdames, Messieurs les membres des Groupes Technique de Travail

12. La mission qui vous est confiée est noble et requiert de votre part un don de soi et un travail assidu. C'est dire en d'autres termes que le gouvernement attend beaucoup de vous pour proposer des réformes à mettre en œuvre sur la majorité des indicateurs du CPIA à même de permettre à notre pays d'améliorer son score dans les prochains classements dans le domaine. Vous avez le soutien du Gouvernement et je ne doute point que vous y parviendrez. Rappelez-vous que nous avons en si peu de temps initié des réformes importantes en matière d'amélioration du climat des affaires et qui sont couronnées de succès si bien que rien ne peut donc nous empêcher d'en faire de même sur les indicateurs du CPIA.
13. Puis-je terminer mon propos en renouvelant les remerciements du Gouvernement du Burundi à l'endroit de la Banque Africaine de Développement et la Banque Mondiale pour leurs multiples et multiformes appuis dans beaucoup de secteurs du développement de notre pays. Le gouvernement du Burundi sollicite davantage de soutien dans la mise en œuvre de toutes les initiatives visant l'amélioration de la gouvernance dans sa pleine acception et particulièrement dans la réussite des réformes visant l'amélioration des indicateurs du CPIA. C'est par cette voie que nous pourrons lutter efficacement contre la pauvreté et partant parvenir à un développement durable.
14. C'est sur ce vœu que je déclare ouvertes les activités de cette retraite sur l'évaluation de la Politique et des Institutions Nationales.

Je vous remercie